

Vigilance Soudan

www.vigilsd.org
Ancien site en transfert

www.vigilancesoudan.org
Nouveau site

Bulletin créé en 1992

Comité de Vigilance pour les Droits de l'Homme et les Libertés au Soudan - N° 166 - juillet 2011

Le Sud-Soudan, vers quel destin ?

Le 9 juillet, le Sud-Soudan a brièvement focalisé l'attention des médias internationaux. Pour avoir été beaucoup sollicité ce jour-là pour expliquer le sens de cette indépendance, je m'interroge sur le décalage entre la compréhension que ces médias peuvent en avoir et la réalité vécue par ceux qui en sont les bénéficiaires.

Pour les médias occidentaux, cette naissance évoque l'idée d'une victoire chèrement acquise, mais légitime et l'on s'en réjouit. L'idée sous-jacente est que des chrétiens sont libérés du joug de l'islam. On s'interroge en revanche sur la viabilité économique de ce nouvel acteur, et sur les intentions supposées belliqueuses de Khartoum : le perdant sera-t-il le beau joueur ou tentera-t-il de reprendre d'une main ce qu'il a concédé de l'autre ? Les médias arabes sont eux, mieux informés mais affichent une attitude au moins circonspecte vis-à-vis d'une indépendance vue comme une défaite du monde arabe et musulman. Dans les deux camps, **certaines éléments de compréhension semblent manquer :**

• **L'indépendance n'était pas l'objectif du MLPS/A** comme le prouve son acronyme : « Mouvement de Libération des Peuples du Soudan ». Et son manifeste fondateur en mai 1983 était clair : l'objectif de cette deuxième guerre de libération était d'obtenir l'égalité de tous les Soudanais au sein d'un Etat unitaire, indépendamment de leur origine ethnique ou de leur appartenance confessionnelle. Une utopie ? Le rêve d'un homme, John Garang. Ce rêve prit la forme du projet d'un « New Sudan » qui gagna sans doute plus d'adeptes au nord qu'au sud du pays, à commencer par la jeunesse urbaine des grandes villes. Celle-ci, forgée de métissages culturels, rejette la dictature raciste d'el Béchir et du Congrès National (CN), qui a conduit le pays à la ruine, à l'isolement et à la désolation, pour le seul enrichissement d'une poignée de dirigeants corrompus et criminels. Le mouvement de rébellion s'étendit vite au Nord, où les peuples Nouba comme ceux du Nil Bleu, à la frontière éthiopienne, mosaïques de petits groupes autochtones, le rejoignirent et lui donnèrent ses meilleurs cadres et ses soldats les plus aguerris. Ces deux régions du Nord Soudan firent les plus grands sacrifices pour l'avènement d'un Etat soudanais où ils trouveraient leur place. Durant des siècles réservoirs d'esclaves, ces peuples refusaient la spoliation de leurs terres par le pouvoir central qui les réduisait au rôle de main d'œuvre bon marché.

• En dépit des flonflons vite éteints de la fête à Juba, **l'indépendance est-elle, pour le Sud-Soudan, une victoire ?** L'accord global de paix en 2005 traçait les contours d'un Soudan où les deux protagonistes de la guerre, MLPS et Congrès National, se partageraient le pouvoir et les richesses, sous le regard approbateur des États-Unis et de l'Occident qui considéraient la prééminence accordée aux clivages religieux comme uniques fondements des identités nationales. L'identité ne se réduit pas à la religion, celle-ci ne peut être porteuse d'une idée nationale. La mort précipitée de John Garang a mis un terme à cette vision. Les sudistes sacrifiaient à leur indépendance les monts Nouba et le Nil Bleu.

• **Aujourd'hui que cette indépendance est acquise, reste à en éprouver les avantages et à en braver les dangers.** Dans l'immédiat, force est de constater que les six années écoulées ont été perdues par le MLPS, tout comme les vingt années de guerre qui les ont précédées : le Sud ne possède ni cadres compétents, ni institutions, ni administration civile, ni même sentiment d'unité nationale. Il ne dispose pas non plus d'infrastructures : ni routes, ni adduction d'eau, ni réseau d'électricité, ni écoles, ni hôpitaux. Le taux d'analphabétisme, pour autant qu'on puisse savoir, est supérieur à 90 % de la population. La faute en revient d'abord au colonisateur britannique, qui voulait conserver à cette région un rôle de « zoo humain ». Mais ils sont partis depuis plus d'un demi-siècle... Tout n'aurait pas pu être réalisé pendant la guerre, ni durant les années qui ont suivi. Mais la volonté politique a fait défaut et les habitudes prises durant la guerre de piller la population restaient. Le Sud-Soudan est sous la coupe d'une clique dominée par les officiers du mouvement rebelle, qui n'ont aucune compétence administrative ou technique, mais monopolisent titres et fonctions, dans l'idée que les sacrifices d'hier valent bien les récompenses d'aujourd'hui.

• **Khartoum ne peut que se réjouir de cette situation :** elle lui rend plus facile le retour à sa politique diviser pour régner. L'objectif final étant de tenir les dirigeants du Sud par la corruption et la menace de rébellions internes. Vider l'indépendance de son contenu, en continuant d'exploiter les ressources du Sud - celles du Nord étant proches du néant. Eviter l'implosion de ce qu'il reste du Soudan. Au sein de l'appareil d'Etat du Nord, se renforce un sentiment de frustration et de rancœur : cette paix américaine était inévitable au lendemain du 11 septembre, où le Soudan devait se

dédouaner de sa participation à la déstabilisation de l'Occident. Les États-Unis sont désormais empêtrés en Irak et en Afghanistan. Ils se désintéressent du Soudan. Khartoum sait depuis le Darfour que les objurgations occidentales ne sont que vaines gesticulations. **Le récent voyage en Chine du président Béchir sous mandat d'arrêt de la CPI**, accueilli avec tous les honneurs, constitue un encouragement fort à l'écrasement de toutes les velléités régionalistes et toute revendication démocratique au Nord.

• Il y a là, comme dans les faubourgs misérables de Khartoum où vivent des millions d'originaires du Sud, devenus du jour au lendemain des étrangers dans le pays où ils vivent et où souvent ils sont nés, les prémices de conflits et de massacres. Les provinces septentrionales, Bahr el-Ghazal et Haut-Nil, continuent de regarder vers Khartoum, d'où parvient le ravitaillement, où les jeunes émigrent dans les plantations de la Gézira, du Nil Bleu ou sur les docks de Port-Soudan. Et dans l'armée nationale, 1/5 des soldats et de nombreux sous-officiers, sans compter quelques officiers supérieurs, sont originaires du Sud et doivent aujourd'hui quitter les rangs pour un avenir incertain. Conséquences de l'indépendance que l'on ne semble découvrir que maintenant.

Les négociations se poursuivent entre les deux Etats, elles concernent essentiellement le partage des ressources pétrolières, pomme de discorde, mais sur fond d'intérêts partagés... Le pire n'est certes jamais sûr : il se peut que la puissance montante de l'Éthiopie, qui est très présente au Sud-Soudan, modère les ardeurs belliqueuses de Khartoum. **La paix qui se profile n'est pas très rassurante pour la population**, grande oubliée des projets de développement. Ceux-ci reposent sur le pétrole, mais plus durablement sur les multinationales de l'agro-business en quête de sécurité alimentaire au détriment des peuples du Sud-Soudan qui seront chassés de leur écosystème et rejoindront les ceintures de misère des grandes villes.

• **Pour tous ceux qui s'intéressent sincèrement au sort de l'Afrique et d'une planète broyée par la mondialisation, le Sud-Soudan demeure un exemple des drames à venir, et contre lesquels il importe de se mobiliser en toute lucidité.**

Marc Lavergne

Directeur du centre d'Etudes et de documentation économiques, juridiques et sociales
Égypte/Soudan

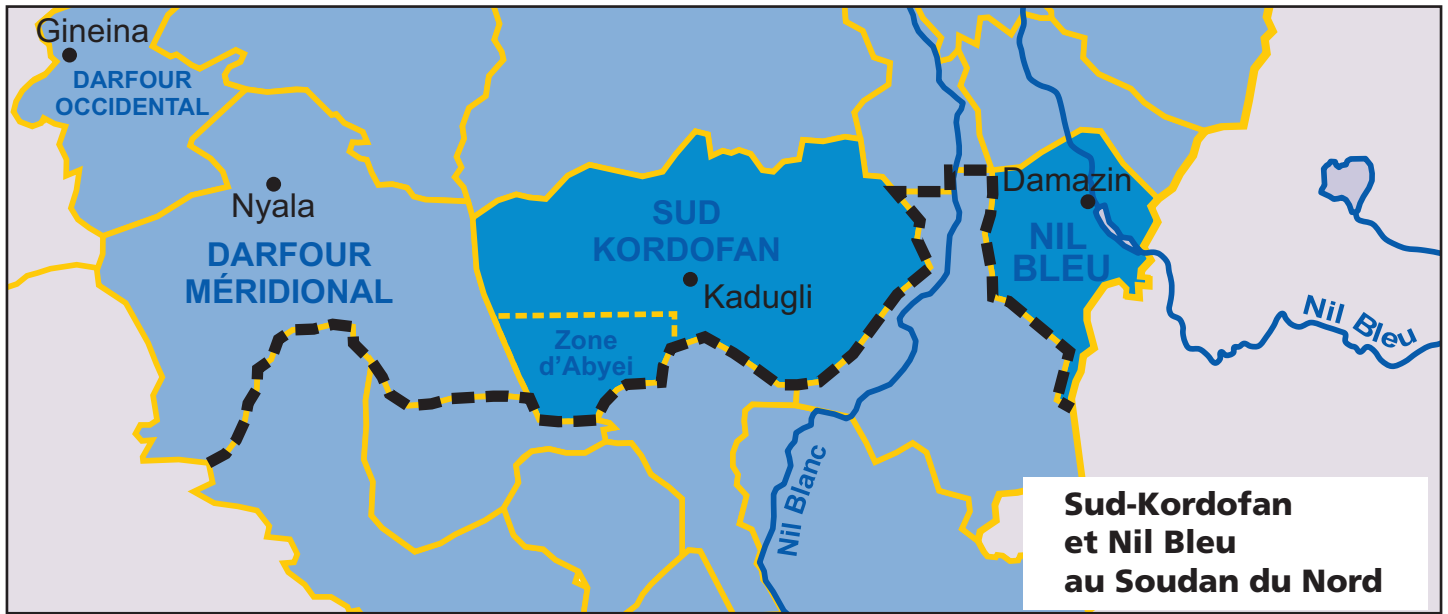
Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITÉ PAR LE COMITÉ DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTÉS AU SOUDAN, 41, rue Poliveau - 75005 Paris - Tél. : 33 (0) 1 43 31 40 67
contact@vigilancesoudan.org - Présidente, directrice de la publication : Simone DUMOULIN

Zones contestées : GUERRE TOTALE au Sud-Kordofan/Monts Nouba

Les Noubas sont désespérés de la partition du Soudan qui les laisse se faire dévorer par le Nord. Dans le dernier bulletin, nous parlions déjà du début d'une guerre du gouvernement contre eux. Avec des tricheries incroyables il y avait fait élire Ali Haroun. Il fut déjà chef de guerre, massacrant les Noubas dans les années 1990 avant d'être accusé de crimes contre l'humanité pour le Darfour par la Cour Pénale Internationale (CPI). Le gouvernement avait donné l'ordre à l'ALPS des Monts Nouba de retourner au Sud ou de rendre leurs armes. Les Noubas furent hérissés de fureur. Le 5 juin, le gouvernement attaquait.

Pendant ce temps nous n'avons que très peu de nouvelles des autres zones contestées. A Abyei les troupes éthiopiennes n'ont pas encore commencé les opérations. En une semaine les Dinka Ngok furent partis le plus souvent au Sud à Turalei et à Agok, tandis que Khartoum y faisait venir de nombreux Misserya pour gagner le référendum. Le gouverneur ALPS du Nil Bleu, Malik Hagar, conduit seul un chemin héroïque pour essayer de maintenir la paix dans sa région tout en négociant « l'accord des deux zones contestées », violé par Béchir.



Sud-Kordofan et Nil Bleu au Soudan du Nord

Contexte

L'accord de paix de 2005 (CPA), changea peu la situation dans les Monts Nouba. Il ne leur accorda pas l'autonomie et ne dit strictement rien sur ce qui arrivera à l'ALPS, forte de 30000 hommes originaires de la région. Les trois régions appelées *contestées* le long de la frontière Nord Sud : Abyei, les Monts Nouba et le Nil Bleu, ont des histoires particulières et des problèmes encore en suspens.

Qui sont les Noubas ? Formés d'une cinquantaine de peuples, assez différents, ils vivent comme agriculteurs ou/et pasteurs dans des régions montagneuses. Ils sont chrétiens, musulmans ou suivent des pratiques religieuses traditionnelles et s'entendent bien entre eux. Au cours de siècles, venus de diverses régions, ils se sont mis à l'abri dans les montagnes pour échapper aux esclavagistes. Les arabes aussi se sentent mal traités par Khartoum, cependant, moins que les Noubas. Maintenant le Sud Kordofan au Nord, Etat dont la majeure partie est occupée par les Monts Nouba, est, avec 150 000 barils/jour, la première région pétrolière du pays. Est-ce une cause de la guerre ?

Dans les années 90, un demi-million de Noubas furent tués lors d'un long *Jihad*, organisé et dirigé par Ali Haroun.

Situation politique

Six mois après le référendum, les combats recommencent aux Monts Nouba. C'est un conflit Nord/Nord, ce qui semble échapper à la communauté internationale.

Béchir, recherché par la CPI pour génocide au Darfour, recommence le génocide qu'il fit dans les Monts Nouba dans les années 90. Cherche-t-il à augmenter la superficie du Nord ? Veut-il protéger le pétrole ? Supprimer les non « arabes » de son pays ? Le 19 juin à Sinkat, dans les collines de la Mer Rouge où récemment il y eut aussi une guerre civile, il a traité les Noubas d'*ennemis* ayant pratiqué la *tricherie*. Ils auront appris leur leçon, dit-il. Mais le 29 juin, le secteur nord du MLPS signa un accord avec Nafi' Ali Nafi', un faucon du gouvernement, sous la houlette de Thabo Mbeki, ancien président de l'Afrique du Sud. Le MLPS accepta l'entrée de l'ALPS dans l'armée soudanaise, à la joie des NU. Dès le 7 juillet Béchir, sous l'influence des vrais faucons du Congrès National (CN), annulait cet accord. Déjà le 1er juillet Béchir avait commandé à son armée de continuer la guerre jusqu'à ce que el Hélu, MLPS ancien assistant du gouverneur du Sud Kordofan, soit fait prisonnier. Il répéta ses propos à l'armée une semaine avant de se rendre au Sud-Soudan assister à la célébration de son

indépendance. **Trop d'accords sont violés par Khartoum comme on le répète depuis une trentaine d'années au Soudan.**

Réponse tiède de la communauté internationale : Obama a fermement appelé à terminer le conflit. Il a peu de moyens avec les dures sanctions infligées déjà par les Etats-Unis au Soudan et l'impossibilité des occidentaux de se lancer dans une nouvelle guerre. La communauté internationale avait prouvé sa bonne volonté lorsqu'elle assura de rembourser elle-même les 38 millions de dollars dûs par Khartoum (en grande partie à cause de la guerre du Sud). Elle peut changer d'avis. En se mobilisant si lourdement depuis 2005 sur le conflit Nord-Sud, elle a sous estimé **la détermination des Noubas** dont les combattants ALPS sont très nombreux et très bien entraînés.

La guerre

La guerre a commencé le 5 juin. Brusquement des centaines de véhicules de l'armée soudanaise ont fait irruption à Kadugli, la capitale de l'Etat. Des milices alliées de Khartoum, les ont suivis. Cette armée tue..

Jour après jour, des corps dans la rue, des travailleurs creusant des tombes de masse et des hommes armés chassant les Noubas. Les

Zones contestées : GUERRE TOTALE au Sud-Kordofan/Monts Nouba

leaders religieux et les défenseurs des droits de l'homme évoquent un génocide tandis que Khartoum prétend qu'il ne s'agit que de désarmer des miliciens alliés à l'ALPS.

John Ashworth, conseiller Soudan auprès des Eglises, collecte les informations de sources au sol. Tout semble avoir été planifié. Le 19 juin, des images satellites confirment que l'artillerie de l'armée soudanaise massée, contrôle la ville de Kadugli, des immenses tombes de masses sont pleines de morts et des milliers de civils déplacés.

Selon de nombreux rapports, les églises sont brûlées. De sources diverses, des actes de torture furent rapportés. Beaucoup de gens furent tués « parce qu'ils étaient chrétiens, sans que l'on cherche à savoir s'ils étaient Nouba ». Comme toujours, tueries extra judiciaires. Les miliciens criaient « Allah ou Akbar » en les tuant ou brûlant des églises. L'Unmis fut sévèrement critiquée pour ses manquements à la protection des civils. Elle aurait refusé d'évacuer des gens car sa mission ne le permettait pas. Les Egyptiens furent particulièrement mis en cause. Des soldats auraient violé des filles et des femmes qui demandaient à avoir la permission d'entrer dans leurs enceintes pour ne pas être tuées. Les gardiens de la paix n'arrivent même pas à se protéger eux-mêmes, disent-ils. Selon eux des agents soudanais ont fait semblant d'être des membres du Croissant rouge, ils purent ainsi pousser les réfugiés à quitter un centre des NU. L'armée soudanaise a menacé de détruire en vol les hélicoptères des NU.

Deux mille Nouba ayant fui vers l'Etat d'Unité au Sud, celui-ci fut bombardé. Ceux qui fuirent vers El Obeid, capitale du Nord Kordofan furent arrêtés. On ne sait ce qu'ils sont devenus.

Le 18 juin, Al Helu, le chef de l'ALPS, dit contrôler de grandes parties du Sud-Kordofan, Dallami, Haiban, Alburam, Um Dorain; 60 autres garnisons dispersées dans l'Etat furent libérées. L'ALPS a célébré la défaite des forces du Nord avec sa prise de El Hamra, ville sise à 40 km de Kadugli. Mais une piste d'atterrissage fut détruite, les ONG ne pourront plus être approvisionnées. Khartoum menace de les expulser. « Ils ont des yeux pour voir et des oreilles pour entendre ».

Des rapports concordants disent que des personnes déplacées furent obligées par l'Etat de rentrer chez elles, des régions à grand risque, où il venait de faire poser des mines terrestres. Seule certitude maintenant, les régions libérées sont bombardées quotidiennement, même les petits villages.

Le MLPS a demandé d'urgence au conseil de sécurité une résolution qui impose une interdiction de survol au Sud-Kordofan. Ce qui n'eut aucune influence au Darfour.

La guerre s'élargit. Le Mouvement pour la Justice et l'Egalité (MJE) du Darfour mène de opérations militaires conjointes avec les rebelles. « Nous ne pouvions regarder nos frères les mains attachées. » disent-ils. C'est la première fois que les deux mouvements s'unissent. Malik Hagar, gouverneur du Nil Bleu, chef du MLPS au Nord, dit que si les clash continuent, la guerre s'étendra de la frontière éthiopienne au Darfour. Pendant ce temps, il s'insurge contre un amendement sur les Consultations Populaires, décidée par le cabinet le 18 juillet. « C'est une violation de l'accord de paix de 2005 », dit-il. « Le Cabinet ne représente que lui ». Le chef des MJE a été arrêté par l'armée.

Un rapport des NU demande au Conseil de Sécurité de faire appel à la Cour Internationale de Justice (CPI) – Selon ce rapport, les actes commis par l'armée soudanaise et ses milices alliées au Sud-Kordofan peuvent être « des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité » et a recommandé une enquête par la CPI. L'Unmis a rassemblé une grande quantité d'atrocités, oeuvre spécialement de l'armée, répétant avec beaucoup de détails ce que nous disons plus haut. **Si ce rapport était adopté par le Conseil de Sécurité, ce sera la seconde fois que la CPI aura affaire au Soudan. La première fois, déjà il avait accusé le Président Béchir et Ali Haroun, actuellement gouverneur du Sud Kordofan.**

Ne nous trompons pas

John Ashworth insiste sur le fait que le mot *rebelles*, mis entre guillemets par Sudan Tribune mais pas par le New-York Times, le Guardian et autres médias, est inapproprié. **L'ALPS et Abd el Aziz el Hélu ne sont pas des rebelles. Ce dernier était assistant du gouverneur du Sud Kordofan. Le MLPS faisait partie de la coalition au pouvoir avec le CN, même à Khartoum.** Ils essayaient de faire appliquer le protocole signé par les deux parties en 2005, constamment miné par le CN, et négligé par la communauté internationale centrée sur le Sud. Ils devinrent « rebelles » quand ils se défendirent contre le gouvernement dont ils étaient censés faire partie. Les Monts Nouba ne sont pas une « région située entre le Nord et le Sud du Soudan ». C'est une partie du Nord Soudan. D'autres media disent que « les Noubas ont voté pour la sécession du Sud », alors qu'ils ne sont pas sudistes et n'en avaient donc pas le droit. Les erreurs se multiplient comme nous l'écrivions dans notre bulletin de juin.

John Ashworth rapporte aussi que selon des sources au sol, le chiffre de 70 000 déplacés est uniquement une estimation des NU, vieille de deux ou trois semaines (!). **Le chiffre pourrait être de 400 000 à 500 000 personnes déplacées.**

Il souligne également que Yassir Arman, chef du MLPS au Nord, parle d'une guerre qui ira « du Nil Bleu au Darfour ». Ce scénario devient de plus en plus probable si le CN refuse de prendre au sérieux les peuples indigènes marginalisés et opprimés qui, au Nord, recherchent la démocratie et la justice et désirent maintenir leur identité face aux déclarations du gouvernement. Selon ces déclarations, il n'y aura pas de place pour la diversité ethnique et culturelle dans la nouvelle nation du Nord. Khartoum espère-t-il avoir une guerre sur trois fronts au Nord comme l'a dit Malik Hagar en s'attaquant également au Sud et avec en plus une rébellion du Front Est?

Comment Béchir n'a-t-il pas donné sa démission en voyant son échec quand le Sud s'est séparé du Nord ?

Simone Dumoulin

Le protocole de 2005 montre sa force et ses faiblesses

Protocole, partie du CPA entre le gouvernement du Soudan et le MLPS sur les résolutions du conflit au Sud-Kordofan/Monts Nouba, et dans l'Etat du Nil Bleu à ce propos, signé par les deux parties (non appliqué).

SECTION 3 CONSULTATION POPULAIRE

1. La consultation est un droit démocratique et un mécanisme pour s'assurer du droit de regard de deux Etats sur l'accord de paix atteint par les parties.
2. Cet accord de paix sera sujet à la volonté du peuple de 2 Etats, par leurs législatures élues respectivement et démocratiquement.
3. Le pouvoir législatif des 2 Etats établira une commission parlementaire pour estimer et évaluer la mise en oeuvre de l'accord dans chaque Etat. Les deux commissions soumettront ces rapports la 4ème année de la signature du CPA.
4. Une commission indépendante sera établie par la Présidence pour estimer et évaluer la mise en oeuvre de l'accord de paix (CPA) dans chacun des 2 Etats. La commission soumettra ces rapports au gouvernement national et aux gouvernements des 2 Etats qui (les) utiliseront pour rectifier toute procédure si nécessaire et assurer une mise en oeuvre fidèle de l'Accord.
5. Une fois que cet accord est approuvé par les peuples, il devient définitif.
6. Si le pouvoir législatif d'un des 2 Etats décidait de corriger des clauses dans les arrangements constitutionnels politique et administratifs de l'accord, ce pouvoir législatif s'engagerait dans des négociations avec le gouvernement national en vue de corriger ces clauses.

LE SOUDAN HEUREUX OU MALHEUREUX ?

C'est la question que se pose Ahmed El Zobeir dans Sudan Tribune. Un groupe semble être parfaitement heureux du départ du Sud-Soudan, c'est le *just peace forum*. La plupart des gens du Nord sont tristes. Certains voient cette séparation comme une destruction de leur pays, d'autres comme un grand échec du nationalisme soudanais. Les déclarations du ministre de l'information le 4 juillet firent prendre conscience à beaucoup de la taille de la perte : le Soudan a perdu 25 % de sa superficie, 80 % de ses forêts, 75% de son pétrole et 20% de sa population. Un autre leur dit que le Soudan n'aura plus de frontières avec le Kenya, l'Ouganda, le Congo, et des frontières beaucoup moins étendues avec l'Éthiopie et la RCA. Malgré l'Article 15 de la déclaration universelle des droits de l'homme, le Conseil des Ministres approuva une décision rendant une grande part des Sudistes sans nationalité. Toutes les institutions gouvernementales ont renvoyé leurs employés sudistes.

L'engagement surprenant que Béchir avait pris il y a quelques mois d'une séparation pacifique entre le Nord et le Sud contraste de façon absolue avec la situation aujourd'hui. Béchir ayant chassé par le fer et le feu en mai les Dinka Ngok d'Abyei et attaqué désormais les Nouba, le Sud-Soudan est le seul à ne pas être surpris.

A beau mentir qui vient de loin. Quelques quinze jours avant de se rendre au Sud pour la célébration de son indépendance, Béchir déclara au chinois Xinhua que la guerre avec le Sud était

« probable ». Le MLPS, dit-il, « crée des problèmes. Ils perdront. Ils en ont eu l'expérience avec Abyei et le Sud Kordofan ». - c'est Khartoum qui attaqua dans les deux cas, une horreur absolue. - « Quand nous avons fermé les frontières pour seulement sept jours, le Sud souffrit beaucoup. Imaginez si la guerre éclatait et que les frontières étaient totalement bloquées ». Béchir accusa le MLPS d'avoir « disloqué » le processus de démarcation des frontières- *alors que c'est lui qui l'a fait*-. D'avoir empêché la tribu Misseryia de jouir de leur droit « hérité » de participer au référendum – *Ce droit ne fut JAMAIS hérité*. De plus le CPA interdit au Sud aux nomades de passage de participer aux élections. Rappelons que *les Misseryia ne restent que 4 mois à Abyei*-. Il tint le MLPS responsable de la séparation du Sud car il a « violé » son engagement de rendre l'unité avec le Nord attirante – *ce que le Sud fit pendant 4 ans, jamais le Nord*. Il répéta l'engagement de son pays à coopérer avec le Sud sur le dossier du pétrole, mais répéta ses trois options : « continuer à partager les revenus pétroliers (50-50), payer les droits souverains du Sud sur son exportation par le Nord (ou selon ce qu'il dit à Port-Soudan payer des frais de transfert sur chaque baril exporté) ou bien fermer l'oléoduc. » *Le Sud avait déjà accepté de régler les frais de transport*.

« Comment le Monde arabe perdit-il le Sud Soudan ? », tel est le titre d'un article de El Zezeerah publié le 14 juillet. La naissance du

Soudan du Sud est tout d'abord un témoignage de l'échec de l'ordre arabe officiel, et des projets du monde arabe de fournir des droits égaux aux minorités religieuses et ethniques. Le monde arabe ne peut expliquer la sécession comme un produit de la conspiration israëlo-occidentale, son excuse habituelle. Il ne devrait pas se reconforter en parlant de l'hypocrisie occidentale qui reconnaît les droits du Sud-Soudan, tout en bloquant un Etat palestinien indépendant. Que les leaders du nouvel Etat se montrent moins répressifs et corrompus que le gouvernement de Khartoum est sans importance si l'on considère ce que la sécession dit sur le monde arabe. Ses soulèvements montrent la corruption des leaders arabes ainsi que l'absence de liberté et de justice. L'influence du nationalisme pan-arabe a créé des attitudes chauvines et racistes qui ont empêché des condamnations sérieuses. L'intervention occidentale au Sud a mobilisé les sentiments nationalistes du monde arabe contre ce qu'il considérait comme une conspiration pour diviser le Soudan. L'opposition resta totalement silencieuse sur les atrocités et les discriminations pratiquées par le gouvernement soudanais contre son propre peuple. L'imposition de la sharia bloqua le tout.

Mais les Sudistes ne sont pas arabes, l'idée que le monde arabe les a perdus n'a pas de sens.

SD

DARFOUR / SIGNATURE DE LA PAIX AVEC LE MJL

Combats

Une centaine de miliciens ont effectué un raid contre quatre villages Zaghawa près de Shangil Tobaya le 1er juin, pillant habitations et bétail, selon l'ACIPS. Un groupe d'habitants qui avait réussi à reprendre aux miliciens certains des animaux volés ont été interpellés par des militaires de l'armée régulière et des miliciens appuyés par des avions de guerre au moment où ils regagnaient leurs villages. Dix-neuf des membres de la tribu Zaghawa ont été arrêtés et emmenés dans un village voisin où 16 d'entre eux ont été exécutés par balles. Les trois autres ont été conduits au camp militaire de Shangil Tobaya (AFP). Onze civils ont été tués dans une attaque d'un groupe rebelle. Des éléments rebelles armés ont attaqué la zone de Shangil Tobaya, au sud d'El Fasher, capitale du Darfour Nord, faisant 11 morts et plusieurs blessés. Le 17 juillet, la Minuad a confirmé des combats violents à Shangil Tobaya, précisant avoir évacué 15 personnes vers les hôpitaux d'El-Fasher (AFP).

Le Mouvement pour la Justice et l'Égalité, MJE, affirma avoir mené le 19 juillet des attaques en coopération avec les forces antigouvernementales locales au Kordofan-Sud contre les positions de l'armée: "Dans une opération commune réalisée

aujourd'hui par les troupes du MJE et la branche nord de la l'ALPS, nous avons attaqué les camps des FAS à Pisea, à 25 kilomètres au sud de Kadugli Kordofan- a déclaré à l'AFP Al-Tahir al-Fatih, un haut dirigeant du MJE (AFP) (Lire p. 4).

Négociations de paix

Les 27 et 28 juin 2011, une Conférence sur l'eau au Darfour s'est déroulée à Khartoum. Cette conférence initiée par le Ministère de l'irrigation et des ressources en eau du Soudan (Nord), la Minuad, les NU, l'Unicef le Pnuet et l'Unesco, visait à développer l'idée qu'une paix durable ne peut être possible que si la population a un accès à l'eau potable dans cette région aride.

Le gouvernement soudanais a signé, le 14 juillet à Doha, un accord de paix avec le groupe rebelle le MJL, en présence d'el-Béchir et du chef d'Etat du Qatar. L'accord salué par la France et Jean Ping président de la Commission de l'UA, doit mener à une solution politique. Ping a estimé qu'il pavait la voie à une solution politique du conflit et a invité les autres groupes rebelles de la région à s'associer au processus de paix. Un porte-parole américain, Mark Toner a affirmé que son pays allait « continuer à mettre la pression sur les autres factions armées qui

refusent de participer aux négociations - en particulier le MLS d'Abdelwahid Nour et le groupe du chef Minni Minnawi - pour qu'elles s'engagent pleinement dans le processus de paix » (15 /07/2011 / elmoudjahid). **On s'étonne qu'ils ne parlent pas du MJE. L'accord de Doha ne se faisant qu'avec un petit parti, plus ou moins déjà allié à Khartoum, infirme totalement son efficacité. Nous sommes surpris de la satisfaction montrée, entre autres, par la France et par Jean Ping.**

On peut craindre que l'organisation du référendum au Sud-Soudan n'ait permis à Khartoum de détourner l'attention pour mener de nouvelles attaques; Béchir a par le passé intensifié les attaques alors que des négociations de paix avançaient sur le plan diplomatique ; les attaques dans le sud Kordofan, celles dans le Darfour qui se multiplient surtout contre les Zaghawas. Khartoum, inquiet du passage des armes par le Tchad , frappe-t-il particulièrement les Zaghawas situés sur sa frontière ?

Gambari, chef de l'Unamid, remplace au moins temporairement Bassolé, devenu ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso

Diagne Chanel

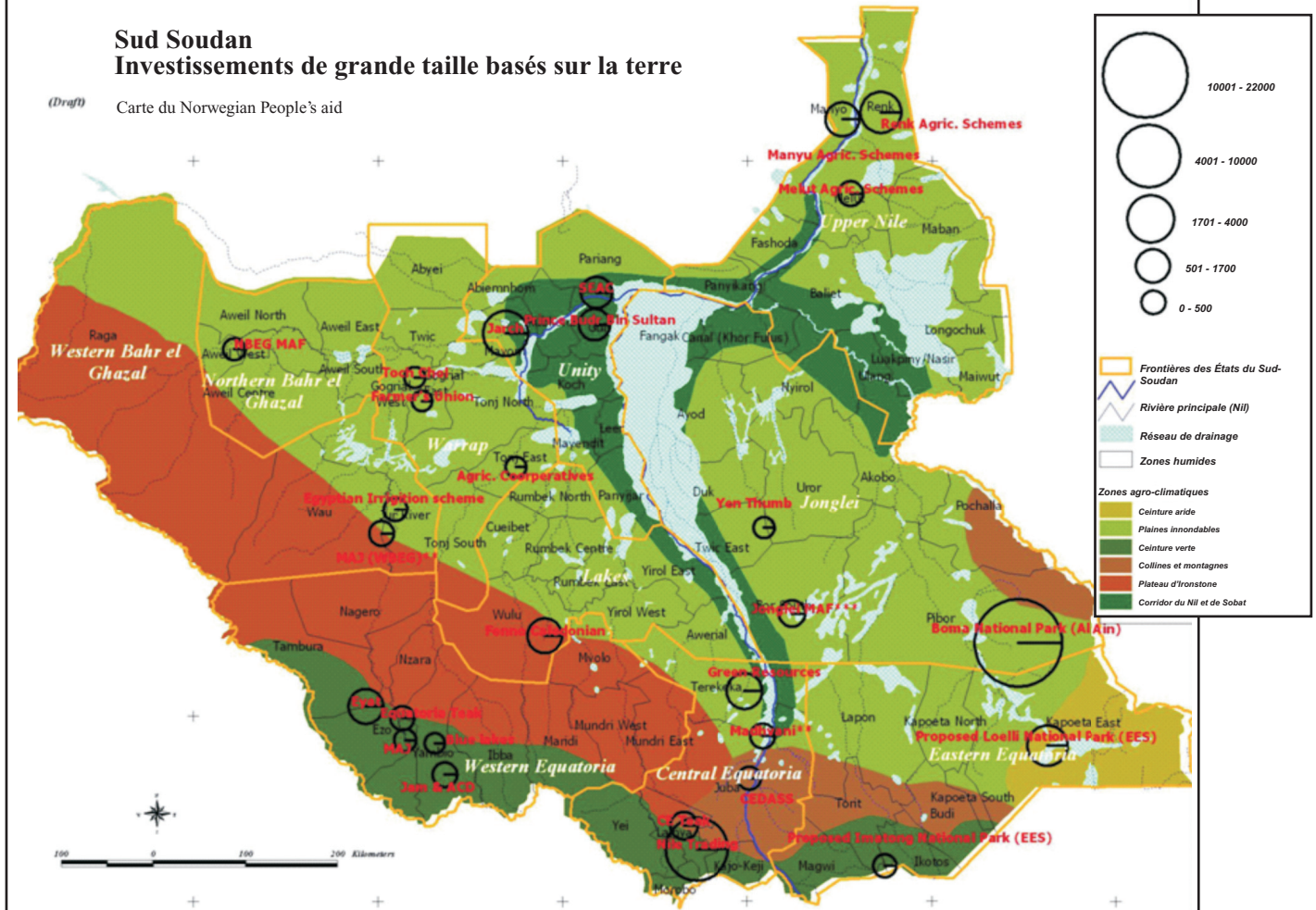
Présidente du Comité Soudan

SAISIE DES TERRES (suite)

Comprendre les investissements en terre d'Afrique

Nile Trading and development, inc. au Sud Soudan
Oakland institute, juin 2011
Traduit et résumé par SD

Nous n'avons pas d'information sur le lieu exact des projets. L'emplacement sur cette carte implique un certain degré d'approximation.



D'après le Guardian, sous le titre « Universités américaines impliquées dans la saisie des terres », des institutions telles que Harvard et Vanderbilt et bien d'autres collèges américains auraient utilisé récemment leurs fonds pour acheter (louer) de la terre au Soudan, ce qui forcerait plusieurs milliers d'habitants à s'en aller. Une grande partie de l'argent, dit-on, transite par l'Emergent asset management basé à Londres qui s'occupe d'un des principaux fonds d'acquisition de terres. Il est dirigé par JP Morgan et Goldman Sachs, spécialistes de longue date dans les spéculations financières.

Des chercheurs pensent que les américains ont pu investir jusqu'à 500 millions de dollars dans les terres les plus fertiles et s'attendent à 25 % de revenus. Une fois de plus, ils disent opérer de façon responsable, employer des soudanais, etc., comme les chinois et les investisseurs du Moyen-Orient qui, en fait, cherchent à produire de la nourriture pour leurs peuples. Mais les fonds occidentaux sont derrière les affaires les plus importantes. Personne ne croit que ces investisseurs sont là pour nourrir des africains mourant de faim. Ces accords ne rempliront pas leurs estomacs mais les poches de leaders et d'investisseurs étrangers puissants et corrompus. Le potentiel de déplacement de personnes est énorme tant pour leurs habitats que pour leurs activités agricoles, d'élevage, de puits. Des dizaines ou des centaines de milliers de personnes sont concernées, elles qui souffrent déjà de pauvreté, de manque de sécurité, et de l'impact des conflits. D'après les renseignements que nous avons pu avoir, aucun déplacement ne fut rapporté à ce jour.

Le plus grand contrat au Sud-Soudan fut négocié entre une société de Dallas, Nile trading and development Inc, (NTD) et la coopérative de Mukaya Payam (Equateur central) en mars 2008. La location de 600000 ha pendant 49 ans avec une possibilité de 400000 ha supplémentaires pour à peu près 25000 \$ donne au NTD les droits d'exploiter toutes les ressources naturelles, le droit de développer, produire, exploiter, les ressources de la forêt et celui de développer les industries basées sur le bois. le droit de commercer et profiter de tous les crédits de carbone,

le droit de s'engager dans des activités agricoles, y compris celles de ressources en fuel biologique, jatropha et huile de palme, le droit de tout faire concernant le pétrole, le gaz naturel et autres ressources, sur les marchés locaux et internationaux, ainsi que pour les autres minéraux et le droit de produire de l'énergie, le droit de sous louer une partie de la terre ou d'accorder une sous-licence. De plus la coopérative coopèrera avec la société dans tout effort pour obtenir plus des concessions.

Implication de sociétés, individus multiples et connexion texane

NTD est affilié à Kynietti development LLC une société texane dont le Directeur général est Howard Eugene Douglas qui fut ambassadeur américain sous Ronald Reagan, Christopher Weiker Douglas, à l'époque au consulat américain à Dusseldorf, est secrétaire général. Les deux hommes sont aussi directeurs d'une autre société texane, Orbis associés LLC, et de la société enregistrée à Singapour, Orbis Orient Ltd. Ils sont aussi propriétaires d'une partie de Kynietti Forestis, en partenariat avec un autre

texan, James Franklin. Cette équipe est liée à l'Exotic Timber Group, une autre société texane travaillant le tek et le bois de rose au Sud-Soudan. Un co-fondateur de Kyniotti development, Leonard Henry Thatcher, un Anglais qui travailla comme banquier d'investissement, joua un rôle majeur dans la négociation du Contrat au Sud Soudan. Leonard Thatcher est le signataire du contrat de location de NTD en tant que son président.

Les plans de développement sont extensifs mais pas encore opérationnels

« La coopérative reconnaît, elle est d'accord pour que la société puisse entreprendre toute autre activité permise par les lois du Sud-Soudan sur la terre louée ». Cependant les plans exacts du développement restent incertains. Une lettre de mai 2008 du président de NTD, Neimann, semble suggérer qu'ils sont axés sur le secteur des agrocarburant, sans limite d'expansion dans les autres secteurs « ...de façon qu'ils puissent réinvestir une part significative des produits, dans l'Equateur Central et ailleurs au Sud-Soudan et ainsi aider à améliorer la qualité de la vie de son peuple. »

En fait, Neimann semble être entré dans « une

alliance contractuelle » pour la production d'agrocarburant au Sud-Soudan. De plus son projet de récolter des bois précieux a débuté fin 2009 ; son bois est en vente sur des sites internet depuis cette époque.

Une question : la connaissance par le public du contrat

L'élément le plus important de cet accord est l'identité du bailleur, la coopérative de Mukaya Payam, le district de Mukaya. Le bail est signé par un chef au nom de la coopérative, deux autres sont témoins, un juge et un avocat. Selon l'agence soudanaise pour les médias indépendants, l'AIM, la coopérative de Mukaya Payam est fictive. Elle comprend « un groupe de personnes de ce district et des districts voisins. Ces personnes louèrent la terre à l'insu de toute la communauté ». Le rapport de l'AIM soutient que « les communautés ignorent largement cette coopérative, ne la comprennent pas. » En réalité elle n'existe pas.

Le processus de la distribution des locations de terre est aussi incertain. Le bail précise que tout profit « généré par le NTD en respect de la terre louée, sera, au début et jusqu'en 2012 compris, partagé à 60% entre la société et à 40 % pour

le district de Mukaya. avec des distributions équitables jusqu'à un partage à 50% à partir de 2033. »

Le bail n'ayant été signé que par un chef de district sur quatre, comment la coopérative opérera-t-elle cette distribution, ou le fera-t-elle, et comment seront distribués les revenus du bail, tout cela est totalement inconnu.

Un futur incertain

Un rapport de base établi par le Norwegian people's aid en mars 2011, a établi que 9 % des terres du pays furent louées. Le chef de la commission des terres du Sud-Soudan, Robert Ladu Loki, dit qu'une enquête sera menée sur tous les contrats, (*comme nous l'avons signalé en avril*). Ainsi que le NPA le fait valoir, le contrat du NTD d'une taille trois fois plus grande que celle du district de Layma, dont la population compte 89315 habitants, suggère qu'il s'agit d'une opération de spéculation. Même si la société ne devait pas investir d'une manière qui requière le déplacement de la population, un tel développement affecterait l'accès à des terres utilisées par des dizaines ou des centaines de milliers de personnes.

Articles de l'accord de paix de 2005 concernant les terres Sud Kordofan et Nil Bleu

Liz Alden Willy, spécialiste indépendante des terres (suite)

Citons le protocole entre le gouvernement du Soudan et le MLPS sur les résolutions du conflit au Sud-Kordofan/Monts Nouba, et dans l'Etat du Nil Bleu à ce propos, signé par les deux parties, Naïvasha 26 mai 2004.

SECTION 5 : COMMISSION SUR LES TERRES DE L'ETAT

9.1 La réglementation sur l'utilisation et les droits sur la terre sera une compétence exercée concurremment par les gouvernements national et locaux.

9.2 Les droits sur la terre, propriété du gouvernement national, seront exercés par le niveau de gouvernement approprié ou désigné.

9.3 Une commission sur la terre de l'Etat sera établie respectivement au Sud-Kordofan/Monts Nouba et dans le Nil Bleu.

9.4 (Cette) commission sera composée de personnes de l'Etat concerné.

9.5 (Cette) commission exercera tous les pouvoirs de la commission du gouvernement national au niveau de l'Etat.

9.6 (Elle) sera compétente pour revoir les locations des terre existantes et les contrats et pour examiner les critères relatifs aux allocations de

terre et pour recommander à l'autorité de l'Etat l'introduction des changements nécessaires, y compris la restitution des droits sur la terre ou d'une compensation.

9.7 La commission nationale des terres et la commission des terres de l'Etat coopéreront et coordonneront leurs activités de telle façon que leurs ressources soient utilisées de façon efficace. Sans limiter les domaines de coordination, la commission nationale et la commission d'Etat peuvent se mettre d'accord comme suit :

9.7.1 Echanger les informations et décisions de chaque commission,

9.7.2 Certaines fonctions de la Commission nationale telles que la collecte des renseignements et la recherche pourront être faites par la commission d'Etat,

9.7.3 De façon à ce que tout conflit entre les découvertes ou les recommandations de chaque commission puissent être résolues.

9.8 En cas de conflit, entre les commissions (nationale et d'Etat), et faute de conciliation, le problème sera renvoyé à la Cour Constitutionnelle pour l'adjudication.

Sudan Tribune : Liberté et propriété de la terre saisie par des compatriotes

Zachariah Manyok Byar, 8 juillet

Après des discours philosophiques savants, où il déclare « que les libérateurs pensent avoir droit à tout », Zacharia explique que ce droit n'existe pas. Il faut avoir du respect pour la dignité de tout un chacun.

Ainsi, dit-il, « ceux qui prennent la terre des autres de force au nom de la libération ne respectent pas la dignité des autres. Ceux qui jettent d'autres en-dehors de leurs maisons sans soutien légal clair manquent de respect à leur égard. Nous avons vu depuis six ans des gens être évincés de leur terre

et le nouveau propriétaire la vendre à un acheteur qui en propose plus, C'est seulement plus tard que l'on découvrira que cette terre a plusieurs propriétaires. La seule solution pour la justice est de dire que le plus ancien propriétaire est le seul véritable. Pour moi, le nouveau est un saisisseur de terre, bien que nous entendions rarement les gens le définir ainsi. »

« Les nombreux bruits sur la saisie des terres furent souvent dirigés contre des gens d'autres zones, même quand la saisie

de terre était pratiquée par des gens de l'endroit, comme Juba, Bor, Nimule, où l'on rapporta souvent des plaintes contre la saisie des terres. La saga de la saisie des terres a mis de la haine parmi les différentes communautés dans ces régions quand, en réalité, les gens de ces régions saisissaient plus de terres que ceux de l'extérieur. »

« Respecter les autres est la seule chose que l'on puisse faire dans la République du Soudan du Sud. »

Pétrole

Les revenus pétroliers se sont montés à plus d'un milliard de dollars en avril-mai 2011 (ST 4 7). Le ministre du pétrole du Sud-Soudan accuse le ministre fédéral du pétrole d'avoir vendu la moitié de la production de pétrole du Sud pour le mois de juillet, contrairement à l'accord de paix (ST 1 7, 3 7, 5 7). Il apparaît que les négociations entre le Nord et le Sud sur la future répartition des revenus pétroliers est difficile, comme on pouvait l'attendre. Le Président Al-Bashir a décidé que les sudistes en poste au ministère fédéral du pétrole ne doivent pas quitter leur poste, tant que le pétrole du Sud est exporté via la Nord (ST 6 7) ; il menace de fermer les oléoducs évacuant le pétrole du Sud vers Port-Soudan si les négociations n'aboutissent pas en juillet (ST 21 6). Selon l'ONG Global Witness qui suit ces négociations assez confidentielles, il est très peu vraisemblable que le futur accord contienne des clauses de transparence, ce qui conduirait à un manque de confiance et à des conflits (ST 11 7). Une première cargaison de pétrole a été vendue par le Sud indépendant (Financial Times 18 7).

Embargo du transport routier du carburant vers le Sud. L'armée du Nord Soudan bloque le transport routier du carburant à travers le Sud Kordofan pour lutter contre les rebelles de cette région. Un transport fluvial a été mis en place entre Malakal dans le Haut-Nil et Bentiu Cela a permis une baisse du prix de l'essence de 200 livres à 140 livres pour un jerrican de 20 litres (ST 14 7).

La société d'Etat du Sud-Soudan Nilepet a signé un accord avec la société publique suisse Glencore International spécialisée dans la production pétrolière, afin d'aider Nilepet à développer ses activités (ST 13 7). Le gouvernement annonce qu'il veut réviser les concessions avec les sociétés étrangères accordées par l'Etat Fédéral. Ces concessions doivent suivre la nouvelle politique de développement du Sud-Soudan. Serait visée la concession de Total qui n'aurait toujours pas commencé ses activités. Cette société dit être confrontée à des questions de sécurité (ST 5 7).

Soudan

Le Nord et le Sud Soudan ont annoncé tous deux la création de leurs nouvelles monnaies nationales, abandonnant la livre soudanaise commune. Cette livre a baissé sur le marché noir à Khartoum passant de 3,47 à 4,20 US \$. Le Sud avait demandé à conserver l'unité monétaire avec le Nord. Certains parlent de guerre des monnaies. (ST 10 7, 12 7).

Sud-Soudan

Le Président Kiir a lancé la nouvelle monnaie le 19 juillet. Le taux de change est de 1

contre 1. Les coupures n'indiquent pas l'année de leur fabrication. Manipulations (ST 19 7) ?

La Banque Mondiale attribue un prêt de 75 millions de dollars pour des services de base : vaccination des enfants, fourniture de vitamine A, de vermifuges, et fournitures de quelques services pour les mères et enfants en milieu rural. Le fonds doit fournir des opportunités d'emploi en améliorant les routes dans les zones à haut potentiel agricole. Il doit aussi financer 200 entreprises individuelles, dont dirigées par des femmes et construire une base de micro-crédit pour 30 000 personnes. (ST 13 7).

Selon une enquête nationale faite en 2009, 38 % de la population doit marcher plus d'une heure pour avoir de l'eau, 50 % utilise du bois ou des herbes pour s'éclairer, 96 % emploie du bois ou du charbon de bois pour la cuisine, et 15 % des ménages ont le téléphone – 59 % dans les zones urbaines et 8 % en zone rurale (ST 13 7).

Un rapport de l'Unesco appelle la communauté internationale à apporter davantage d'aide à l'éducation. Le pays est le dernier au monde pour les effectifs dans le secondaire pour lesquelles il n'y a que 5 écoles dans le pays. Seulement 8 % des femmes savent lire. Depuis 2005 des centaines d'écoles ont été construites et le nombre d'écoliers a triplé. Le rapport de l'Unesco critique l'inertie des financements étrangers en la matière (ST 22 6).

Trou de 2 milliards de dollars dans les comptes. L'Assemblée Législative enquête sur le « scandale des céréales » : dans chacun des 10 états ont été financés des magasins de stockage de céréales pour assurer la sécurité alimentaire. Au total si on additionne les silos non construits (86 sur 132) et les céréales commandées et non livrées, on arrive au total à plus de 2 milliards de dollars, soit plus que le budget de l'Etat. Selon la commission, les magasins construits ne seraient pas situés aux bons endroits, ainsi 7 Etats sur 10 n'en ont pas besoin. Les anciens ministres des finances et des affaires juridiques en poste à l'époque des contrats de construction vont être auditionnés par l'Assemblée législative, pour leur demander pourquoi les poursuites contre des individus soupçonnés de corruption ont été reportées et pourquoi il y a une telle différence entre les magasins payés et ceux construits. Le parlement lui-même ne peut pas poursuivre les personnes soupçonnées. Un député se demande pourquoi le parlement n'a pas donné ce

pouvoir à la commission anticorruption, alors qu'on voit que l'exécutif, qui doit le faire, ne fait rien (ST 16 6).

L'épidémie de fièvre de la côte est (East Coast Fever ou thylieriosis, parasite transmis par des tiques) qui ravage cet Etat depuis 2008, menace le bétail et les revenus dans l'Etat de Jonglei où 90 % de la population tire sa subsistance de l'élevage. L'on craint que tout le bétail de l'Etat soit exterminé d'ici un an. Selon le ministre de l'élevage, il y a un médicament (parvaquone ou Clexon) efficace contre le parasite, s'il est bien administré. Il est distribué gratuitement par l'Etat, mais les personnels des services vétérinaires d'Etat le vendent, cher selon les éleveurs, car ils sont payés en retard. Le ministère veut mettre des quarantaines pour traiter le bétail en déplacement. Il existe un vaccin, mis au point en Tanzanie avec l'aide de la Fondation Bill et Melinda Gates, mais il n'est ni enregistré ni utilisé au Sud-Soudan. La FAO pousse tous les pays de la sous-région à l'utiliser, car la vaccination est la meilleure méthode de lutte. La question est difficile, car outre les difficultés d'organisation du nouvel Etat, le bétail est l'objet de conflits nombreux entre agriculteurs et éleveur (ST 19 7 voir aussi : <http://www.lifethroughlivestock.org/4.htm>).

L'Etat de Jonglei va informatiser ses finances au cours du mois de juillet. Le système, acquis au Canada, permettra d'enregistrer les propriétés foncières, la perception des impôts, les salaires des fonctionnaires. Les impôts perçus devraient passer de 5 à 28 millions de dollars (ST 8 7). Des policiers de Bor, capitale de l'Etat de Jonglei, ont manifesté contre le retard de paiement de leurs salaires en pillant des commerçants du marché. Selon un responsable policier, le retard est dû à des problèmes administratifs, parce que, par exemple, certains policiers n'ont pas bien donné leur nom quand ils furent enregistrés (ST 5 7).

Deux routes de 15 et 27 km ont été inaugurées dans l'Etat d'Equatoria occidentale et une route de 5 km dans l'Etat de Jonglei. Selon une entreprise participant aux travaux, ce chantier fut retardé par le manque d'équipements, les mines, le sol glaiseux, l'insécurité, et la résistance de la population locale (ST 4 7).

Pour la ministre de l'agriculture, le Sud-Soudan va faire passer sa production alimentaire à 2 millions de tonnes en 3 ans. Le rendement passerait de 3 à 12 sacs par feddan (environ un demi hectare). Elle ne dit pas comment elle compte obtenir une croissance aussi faramineuse ! Est-ce en donnant des terres à des capitalistes étrangers (ST 6 7) ?

Jérôme Dumoulin
Docteur en économie

Statut militaire des Noubas

D'après les Nations Unies, depuis janvier, les combats entre l'ALPS et l'opposition armée ont causé la mort de centaines de civils, dont des femmes et des enfants. Ces combats ont déplacés plus de 10 000 personnes vers le Nil supérieur, les Etats d'Unity et de Jonglei. L'armée gouvernementale et les milices sont tenues responsables de graves violations des droits de l'Homme, parmi lesquelles la mort de nombreux civils et la destruction de maisons et de propriétés civiles.

Marginalisation des Noubas

Le Sud Kordofan, qui est au sud du Soudan avec le Sud Soudan a été le lieu de graves violences. Comme beaucoup d'autres régions du Soudan, le Sud Kordofan a souffert de marginalisation et d'exclusion politique. Cet état qui comprend deux groupes : un qui s'identifie en tant qu'arabe, en majorité avec des ancêtres arabes, et un qui s'identifie comme étant africain, les Noubas. Bien que les deux groupes aient connus des griefs, les Noubas ont particulièrement souffert. Beaucoup d'observateurs sont ainsi d'accord pour parler d'un acte de génocide, au vu des atrocités commises contre les Noubas et du dépeuplement qui en a suivi. Un cessez le feu avait été négocié en 2002, mais depuis les Noubas résident dans des territoires du Nord et n'ont donc pas eu le droit de voter pour le référendum sur la sécession.

Campagne de désarmement du 5 Juin

Le 5 Juin, les forces de réserve de l'armée soudanaise sont entrées à Um Dorain, approximativement à 30 kilomètres au sud de Kadugli avec environ 21 tanks. Des tirs ont débuté quand les forces de réserves ont tenté de désarmer les troupes de l'ALPS à la frontière établie en 1956. À 4 heures du matin le 6 Juin, les tirs ont débuté dans Kadugli et des milices non identifiées, affiliées au CP ont commencé à piller les installations militaires appartenant au département du DLLP (Department of Land Life and Protection). Des membres du MLPS sont ensuite arrivés à Kadugli pour rencontrer la direction du CP, dont Ahmed Haroun et avoir un cessez-le feu. Une heure après le départ de Kadugli de Yasir Arman, leader du secteur nord du MLPS et Malik Aggar, gouverneur du Nil Bleu, les maisons de Abdel Aziz Al-Hilu, de Ramdan Hamzan et autres personnalités du MLPS furent attaquées. Des témoins rapportent que les heurts ont été engendrés par les milices du CP et la police. Les résidents de Kadugli, quant à eux se cachaient dans leur maison ou bien fuyaient la ville.

Le 7 Juin, les milices ont entamé une large campagne de pillage à Kadugli, saccageant habitations, commerces, bureaux, qui pour la plupart appartenaient aux membres du MLPS. Le marché de Kadugli fût aussi pillé. Plus tard dans la journée, Talodi, Heiban, Kwaleeb et Katcha furent aussi bombardés ainsi que Jau sur la frontière de 1956. Beleinya, Tafarey, Daloka, Haj el-Mek et Koloko furent aussi bombardés. Le 8 Juin, les villes de Dellamy, Shat, Korongo, Talodi, Teisay Buram,

Um Dorain, Um Sirdiba, Sarah el-Jamoos et Silara furent touchées par des bombardements hasardeux. Ces villes sont peuplées majoritairement par le groupe ethnique des Noubas. Quatre Antonov et des avions MIG de l'aéroport de el-Obeid ont été aperçus au-dessus de la ville, pendant que les forces de sécurité l'attaquaient au sol. Des tanks ont ouvert le feu à Haj al-Mozafeen et Aldrif, qui sont deux zones connues pour leur support au MLPS.

Le 9 Juin, Béchir déclarait que l'armée gouvernementale rejetait toute responsabilité selon laquelle le CP avait déclenché les violences. Un résident de Kadugli déclarait qu'elle était désormais une ville fantôme, chaotique, et qu'elle ne serait plus jamais comme avant.

Très peu d'informations sont disponibles quant au nombre de morts et à l'ampleur des mouvements de populations à cause de l'accès restreint aux zones affectées. Des journalistes d'al Jazeera furent par ailleurs détenus alors qu'ils étaient en route vers Kadugli, et certains furent soumis à des actes de torture. Une équipe d'al Jazeera fut aussi arrêtée alors qu'elle était en route vers Khartoum. Les journaux Al Sahafa et Ajas Alhurria furent aussi confisqués avant de pouvoir être publiés.

Acharnement envers les Noubas

Les milices à l'extérieur de Kadugli et celles qui patrouillent au sein de la ville ont dans leur collimateur les Noubas (en particulier ceux qui sont éduqués) et ceux qui semblent être des membres du MLPS du secteur nord ainsi que des membres du MLPS répertoriés par les partisans du CP. Des survivants racontent que les miliciens et la police portaient l'uniforme militaire armés de Kalashnikovs et de fusils G3.

D'autres civils furent arrêtés à Kadugli pour ne pas avoir voté pour les candidats du CP lors des élections d'avril 2010 et de mai 2011. Scandaleux puisque le gouvernement avait trafiqué les résultats pour gagner. Dans beaucoup de villages et de villes, les forces armées ont fait une large campagne d'investigation en porte à porte, pendant laquelle plusieurs cas de torture, d'arrestations, de disparitions et de meurtres ont été documentés. Rien qu'à Kadugli environ 100 Noubas furent arrêtés. Il semblerait que les recherches étaient préméditées, ciblant des leaders Noubas et des membres présumés du MLPS. Dans la plupart des cas, les forces armées leur tranchait la gorge sur le seuil de leur porte. D'autres Noubas qui n'étaient pas listés furent aussi arrêtés. La brutalité de ces crimes poussa beaucoup de Noubas à fuir la ville.

Populations éparpillées

Les Nations Unies estiment qu'au moins 73 000 personnes ont été déplacées à cause des attaques dans le Sud Kordofan. (estimation du début des conflits; depuis on est entre 400 et 500 000 personnes déplacées). La population requiert de l'assistance humanitaire de toute urgence. Les bombardements des forces armées ont traumatisé beaucoup d'enfants et certains présentent déjà des symptômes de trouble de stress post traumatique. Certains sont dans l'incapacité de parler. Le

gouvernement tente de cacher tous signes de crise humanitaire, refuse d'installer des refuges dans le Sud Kordofan et empêche l'aide humanitaire d'accéder à la zone. Dans les premiers jours de la crise, on rapporte que l'aide humanitaire était assurée par les habitants d'El Obeid. Cependant, des restrictions ont été imposées, même sur cette assistance locale (*Conflict and ethnic cleansing in Southern Kordofan ACIPS*)

La persécution des Noubas, même en dehors du Sud Kordofan

En plus de la persécution des Noubas dans le Sud Kordofan, il est de plus en plus évident que les étudiants Noubas activistes qui organisent des campagnes de solidarité et les membres du MLPS dans le secteur du nord qui soutiennent des politiques Noubas soient aussi visés. Plusieurs cas d'arrestations et d'intimidations, ainsi que des cas de torture ont été documentés.

Sud Soudan

A l'occasion de l'indépendance, Amnesty International et Human Rights Watch ont pressé la nouvelle république de manifester son engagement dans les droits de l'homme en menant une action en priorité sur les 6 points suivants : -1 S'assurer que les soldats, les policiers et d'autres forces de sécurité soient responsables de leurs actes. - 2-Soutenir le droit à la liberté d'expression et d'association. 3.-Revoir la légalité de toutes les détentions, en particulier des jeunes, - 4 Placer immédiatement un moratoire sur la peine de mort, -5 Protéger et promouvoir les droits des femmes et des filles. - 6 Ratifier les traités internationaux de droits de l'homme.

Simon Inazuma

SOMMAIRE

Le Sud Soudan vers quel destin ?

Marc Lavergne..... p.1

Guerre au Sud-Kordofan

Simone Dumoulin p. 2, 3

Protocole CPA..... p. 3 et 6

Le Soudan heureux

ou malheureux SD..... p. 4

DARFOUR

Signature de la paix avec le MJL

Diagne Chanel p. 4

SAISIE DES TERRES..... p. 5 et 6

Comprendre les investissements en terre d'Afrique

Oakland Institute

Propriétés saisies par des compatriotes

Zachariah Manyok

PETROLE ET ECONOMIE

Jérôme Dumoulin..... p. 7

DROITS DE L'HOMME

Simon Inazuma p. 8